

Martin Forgues

L'AFGHANICIDE

Cette guerre
qu'on ne voulait
pas gagner



POINT DE VUE

Martin Forgues

L'AFGHANICIDE

v1b éditeur
Une société de Québecor Média

Introduction

Je me suis enrôlé dans les Forces canadiennes en mai 1999. Je les ai quittées en décembre 2010. Pourquoi abandonner une carrière à laquelle j'ai donné onze ans de ma vie – presque toute ma vingtaine –, au cours de laquelle j'ai participé à deux missions outremer, en Bosnie et en Afghanistan, et pour laquelle j'ai fait beaucoup de sacrifices au niveau de ma vie personnelle? Pourquoi quitter une organisation qui m'a pourtant beaucoup donné: des études subventionnées, l'occasion de voyager sur trois continents et des compétences personnelles qui vont bien au-delà des habiletés professionnelles d'un fantassin qui ne seront jamais socialement acceptables dans la société civile? Le jeune homme de 18 ans que j'étais quand je me suis engagé, très timide et peu confiant, s'est transformé au fil de ses accomplissements et je dois aujourd'hui à mon service militaire ma capacité d'exercer le métier de journaliste.

Alors, pourquoi quitter l'armée? Parce que ma foi s'est violemment heurtée à la dure réalité. Parce que j'ai péché par angélisme. Parce que je sens aujourd'hui que je m'étais enrôlé pour des raisons différentes des motifs traditionnellement invoqués par ceux et celles qui répondent à l'appel des armes. Je ne suis pas vraiment devenu soldat parce que j'affectionne particulièrement le drapeau canadien et la reine d'Angleterre. Quand on est jeune, on veut sauver le monde, et on tente de s'y prendre de plusieurs façons. Certains idéalistes se dirigent vers l'aide humanitaire et

s'engagent comme bénévoles pour Jeunesse Canada Monde pour aller creuser des puits dans un village à flanc de montagne au fond du Pérou. Moi, j'avais choisi de prendre les armes dans l'espoir de libérer des populations opprimées. C'était avant le 11 septembre, et je m'imaginai déjà, à peine ma formation de recrue entamée, défendre un village à l'ombre du monde contre des milices locales dans un pays éloigné, peu importe lequel, casque bleu sur la tête, insigne des Nations Unies sur mon brassard et mon « regard de guerrier » intimidant irrémédiablement l'ennemi devant nous.

Vous l'aurez deviné, rien ne s'est passé comme ça.

Ce livre est une réflexion rétrospective. Une réflexion sur ce que devrait être le rôle des forces armées, sur le genre de guerre qu'on leur fait mener et sur les causes et conséquences d'engager une poignée d'êtres humains dans une campagne militaire où ils seront inévitablement confrontés à des situations et à des comportements jugés « contre nature » et avec lesquels ils devront vivre jusqu'à leur dernier souffle.

Une campagne dans laquelle les soldats sont confrontés à un ennemi invisible. Une campagne militaire où les cartes sont brouillées, dans un pays dont la population peine à se relever de siècles d'un cycle sans fin de guerres et de conquêtes.

Un pays dont la richesse historique et culturelle est sans cesse obscurcie par le voile opaque d'influences extérieures et du fanatisme religieux.

Un pays qui ne réclame qu'une chose : *Badal*¹.

Avec ce livre, je vous invite à vous défaire de tous les clichés et préjugés existants, et peut-être que le vieil adage selon lequel

1. « Justice » en pachto.

l'ennemi n'est pas toujours celui qu'on croit prendra alors tout son sens.

Je voudrais dédier ce livre aux hommes et aux femmes servant au sein des Forces canadiennes. Mon scepticisme grandissant devant ce qu'est devenue la contribution canadienne à la guerre en Afghanistan n'a d'égal que mon soutien à celles et ceux qui continuent de servir. Puisse votre dévouement servir d'exemple aux cyniques et aux apathiques.

Je vous demanderais enfin d'observer quelques instants de silence avant de commencer la lecture de cet ouvrage pour honorer la mémoire de celles et ceux qui ont fait le sacrifice ultime, mais qui ont la chance de ne pas savoir que la tragédie de leur mort aura été, finalement, vaine.

Le mensonge des « petites Afghanes qui vont à l'école »

15 juillet 2007

Nous sommes entassés dans un hangar au 3^e Bataillon du Royal 22^e Régiment alors que nous nous préparons à monter dans les autobus qui vont nous mener à l'aéroport Jean-Lesage, d'où nous rejoindrons le camp Mirage près de Dubaï pour enfin atterrir à Kandahar. Dans une atmosphère fébrile, les militaires et leurs familles sont réunis une dernière fois juste avant le départ pour la guerre. La vraie. Une première pour des militaires du Royal 22^e Régiment, du 12^e Régiment blindé du Canada, du 5^e Régiment d'artillerie du Canada, du 5^e Régiment de génie, de la 5^e Ambulance de campagne, du 5^e Bataillon des services, de l'Escadron des transmissions ainsi que pour des centaines de soldats provenant d'unités de la Réserve qui vont goûter le soufre du combat pour la première fois depuis la guerre de Corée. La tension est palpable, l'air ambiant humidifié par les larmes. Les officiers d'état-major tout comme les généraux – qui eux resteront confortablement au Canada, nonobstant un petit séjour sur le terrain juste assez long pour toucher leur médaille de campagne – font le tour, serrent des mains, vantent les mérites des militaires à leur famille. Les caméras de télévision suivent les journalistes qui multiplient les entrevues et filment les réactions des familles au départ de leurs proches, dont le retour demeure statistiquement probable, mais dans les faits, incertain.

La routine prédéploiement, diront certains.

Puis quelqu'un demande un moment de silence dans la grande salle. Le ministre de la Défense de l'époque, Gordon O'Connor, prend la parole pour son allocution officielle.

Je ne me souviens que très peu du discours exact du ministre, un ancien général que le chef d'état-major d'alors, Rick Hillier, a qualifié d'incompétent dans sa propre autobiographie, tant comme officier que politicien. Ce dont je me souviens très bien, par contre, c'est d'une phrase qui s'est imprimée de façon indélébile dans un coin de ma tête : « Vous vous battez afin que les petites Afghanes puissent aller à l'école. »

Cette phrase tournait déjà en boucle dans les médias à l'époque et, admettons-le, c'est une image très forte, un *spin* médiatique très vendeur que le gouvernement a mis en avant pour convaincre la population canadienne qu'il s'agissait là d'une guerre juste. On imagine facilement la scène : des files de jeunes filles au teint basané, aux yeux et cheveux de jais partiellement cachés par un foulard décoré de petites paillettes argentées – encore mieux, des clones de cette jeune Afghane aux yeux étincelants qui a ébloui le monde sur la couverture du *National Geographic* de juin 1985. Elles se rendent à l'école du village tout sourire, livres à la main ou dans un sac à dos gracieusement donné par un jeune Canadien dont les parents ont participé à un quelconque programme de collecte destiné à l'Afghanistan. Elles sont accueillies par leur enseignant ou, comble du progrès, leur enseignante, elle-même une jeune femme instruite qui a étudié à l'Université d'Islamabad au Pakistan, parle couramment le pachto et l'anglais et milite au sein de RAWA, l'Association révolutionnaire des femmes d'Afghanistan. Toujours dans l'esprit des grands penseurs de la stratégie de communication

du gouvernement, la population canadienne imagine ces jeunes filles, dans dix ou quinze ans, saisir le monde du travail de leur pays, en devenir les médecins, les avocates, les ingénieures, les enseignantes, instruites jusqu'aux plus hauts niveaux et libérées du joug très patriarcal de leur culture ancestrale. Tout ça grâce aux soldats. À nous qui, habillés de nos uniformes couleur camouflage désertique, quarante-huit heures après avoir quitté ce hangar de la base de Valcartier, serions plongés dans l'univers guerrier de l'Afghanistan, face à une insurrection qui avait repris des forces au cours de l'année précédant notre déploiement et qui continuait de grossir.

Il va de soi que, sans un environnement sécuritaire et tant que la guerre ferait rage, il était impensable que la condition des enfants afghans, garçons et filles, s'améliore, sachant que la fréquentation scolaire n'est pas exactement la priorité quand survivre reste un défi à relever chaque jour. Déjà en 2007, Kandahar City et le district voisin d'Arghandab étaient relativement sécuritaires, mais il en était autrement dans les coins les plus ruraux du sud du pays – Panjwayi, Zhari, Shah Wali Khot, Helmand – où régnait une atmosphère digne des plus grands mythes entretenus à propos du Far West : des régions où la loi n'avait pas prise, abandonnées aux quatre volontés des seigneurs de guerre locaux ou des talibans, dépendamment de qui avait la mainmise sur l'endroit.

Pourtant, à en croire des organisations comme l'UNESCO et l'UNICEF, la situation s'est grandement améliorée pour l'éducation des jeunes filles et, si on s'en tient strictement aux statistiques, le tableau n'est pas entièrement noir – heureusement, sinon le bilan de la guerre en Afghanistan serait franchement déprimant!

D'un évident 0 % en 2001, dernière année du règne des talibans, le pourcentage de jeunes filles fréquentant l'école primaire a atteint 40 % en 2011, alors que les Canadiens quittaient Kandahar, contre seulement 6 % pour l'école secondaire, selon l'UNICEF¹. Le nombre total d'enfants sur les bancs d'école a quant à lui septuplé durant la même période, passant de un à sept millions pour l'ensemble du pays.

Bien sûr, il serait grandement injuste, voire malhonnête, de n'accorder aucun mérite aux efforts militaires déployés afin d'améliorer les conditions de vie et de permettre aux enfants de fréquenter l'école. Chaque opération militaire qui faisait reculer les talibans ou les chassait d'une région ou d'une autre représentait toujours une petite victoire : les projets de construction d'écoles pouvaient reprendre et les petites Afghanes pouvaient, d'une certaine façon, nous dire merci. Pour ma part, de voir du haut d'un poste d'observation ces jeunes Afghanes et Afghans de Kandahar City marcher chaque jour devant notre camp, sur un sentier sécuritaire, me convainquait que notre présence était pleinement justifiée.

Le problème n'est pas là – que les jeunes Afghanes puissent se scolariser demeure une conséquence heureuse de cette intervention militaire. Le problème survient lorsque le gouvernement dit à sa population qu'il s'agit d'une raison pour laquelle la nation doit consentir le sacrifice de soldats, lorsque cette réalité, conséquence de la déroute des talibans, devient un argument de vente pour convaincre les citoyens canadiens que les sacrifices humains,

1. UNICEF, statistiques générales sur l'Afghanistan, http://www.unicef.org/french/infobycountry/afghanistan_statistics.html.

matériels et financiers à venir sont justifiés. Lorsque « les petites Afghanes qui vont à l'école » devient une phrase de réconfort à adresser aux veuves, aux parents et aux proches des soldats tombés au combat afin de relativiser leur deuil. Lorsque cela devient un moyen de relativiser la dégradation des conditions de vie d'un soldat qui aura laissé une jambe, un bras, un œil ou son âme derrière lui, sur le sable afghan.

Le problème survient lorsque, dans le discours public sur cette guerre, cette raison surpasse toutes les autres, à savoir aider à reconstruire un pays, vaincre une insurrection dangereuse pour le Canada et l'Occident même à 10 000 kilomètres de chez nous, soutenir un gouvernement fragile ou, de façon encore plus cynique, utiliser cette guerre pour justifier de plus gros budgets de défense et faire du Canada un joueur militaire plus important.

C'est là que « les petites Afghanes qui vont à l'école » devient un mensonge. Cette phrase est devenue pour moi le symbole de tous les mensonges qu'a pu raconter le gouvernement au cours de la mission canadienne. Tous ces mensonges qui, au fil des années, ont sapé la volonté de la population canadienne de soutenir les efforts militaires et le prolongement de la mission jusqu'à la victoire.

Plusieurs obstacles restent à franchir pour que, réellement, « les petites Afghanes aillent enfin à l'école ». La culture afghane conserve une dimension très patriarcale. Dans des villes comme Kaboul, Mazar-e Charif, Jalalabad et même Kandahar City, le taux de fréquentation scolaire des jeunes filles est beaucoup plus élevé que dans un petit village près de Talukan, situé dans la corne du district de Panjwayi, où non seulement les mœurs sont encore très conservatrices et où les rôles demeurent traditionnels, mais où

l'on trouve également une grande proportion d'enfants... au travail. En 2011, la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU rapportait que 53 % de la population afghane était âgée de moins de 18 ans². Un autre rapport des Nations Unies mentionnait quant à lui que, pour la même année, les filles étaient davantage forcées au travail que les garçons, surtout dans les régions rurales du pays. La question de la culture demeure donc centrale lorsqu'on aborde le problème de l'éducation des jeunes filles, et aucune intervention militaire ne changera réellement la donne, à moins qu'elle ne dévoile un agenda colonialiste évident qui viserait à transformer la société afghane à l'image de l'occupant occidental. La religion aussi joue un rôle majeur. Lorsque j'étais en Afghanistan, les équipes de la Coopération civilo-militaire (COCIM)³ travaillaient sur des projets de reconstruction « stratégiques » en partenariat avec les autorités locales, souvent au niveau des villages. « Nous voulons des mosquées, pas des écoles », se faisaient souvent répéter, à l'époque, les opérateurs sous le commandement du major Luc Saint-Jean qui, lui, en est toujours exaspéré. Tant que la religion occupera le cœur de leur société, il n'y aura pas d'éducation possible pour l'ensemble des jeunes Afghans. Et même dans les écoles, l'enseignement du Coran a toujours préséance, bien que la transmission du savoir laïque – les mathématiques, les langues, les sciences – se répande de plus en plus, surtout en région urbaine.

2. *Ibid.*

3. *La Revue militaire canadienne* définit la COCIM comme « une fonction militaire qui soutient la mission du commandant par l'établissement et le maintien de la coordination et de la coopération entre les forces militaires et les acteurs civils se trouvant dans la zone d'opérations ».

Mais il restera toujours le problème de la sécurité, celui que nous, soldats, avons le pouvoir et la capacité de régler avant la fin prématurée de la mission et le retrait des troupes de combat de Kandahar. Lorsque les forces de sécurité afghanes, encore trop mal préparées, tomberont et céderont devant le retour des talibans, enfants, familles et enseignants paieront cher le prix de leur « trahison » et leur volonté de goûter à un peu de modernité. Tous les efforts et les sacrifices consentis par les soldats pour sécuriser le pays et permettre, par ricochet, que « les petites Afghanes aillent à l'école » auront été vains.

L'AFGHANICIDE

La mission des Forces armées canadiennes en Afghanistan vient de prendre fin, et elle aura coûté la vie à plus de 150 de nos soldats, en plus de causer sur place d'irréparables dégâts. Martin Forgues, ancien soldat, a connu la dure réalité des combats et, dans un témoignage éclairé, offre un point de vue critique sur cette mission, ses fondements et ses résultats à long terme.

Martin Forgues est un ancien militaire devenu journaliste. Il écrit pour divers journaux et magazines. C'est à ce titre qu'il est récemment retourné en Afghanistan.

POINT DE VUE

**60 minutes pour
se faire une tête**

ISBN 978-2-89649-576-4



9 782896 495764

